

L'Université d'été des dirigeants privés et publics

TRANS - MUTA TION

AVOIRS & POUVOIRS

29 et 30 août 2016

au Château-ferme de Profondval

Réflexions et rencontres pour mieux anticiper, de manière transdisciplinaire, les profondes mutations de notre société





Bienvenue à la 7ème édition de l'Université d'été Trans-mutation.

D'année en année, le tourbillon de mutations qui bouleverse notre société s'intensifie. Un nouveau monde émerge dont s'esquissent les prémices. Pour tenter de les percevoir, une approche trans-disciplinaire s'impose, dans un espace physique et temporel propice à penser ensemble en bonne intelligence. Les défis auxquels sont confrontées l'Europe, la Belgique, nos entreprises et institutions renforcent la nécessité de revoir fondamentalement nos modes de réflexion et nos comportements. «Nous ne sommes pas en crise, nous sommes en métamorphose. Et comme toujours, dans ces cas-là, la destruction précède la construction et la douleur précède l'espérance». (Jean-Paul Delevoye).

Encore une fois, sept orateurs de grande qualité, d'horizons variés vont nous aider à confronter nos différentes visions du monde, souvent influencées par notre éducation, nos formations ou notre travail, à celles de dirigeants d'autres secteurs et d'experts provenant d'autres disciplines.

Toutefois, cette année est différente des précédentes. Le rythme des mutations s'accélère. Le terrorisme qui a endeuillé le monde et s'est encore rapproché de nous instille la peur et le repli sur soi. Les idées et les concepts s'entrechoquent, les revendications et les insatisfactions se multiplient.

Le monde est plus volatil, incertain, complexe et ambigu que jamais. Depuis 2015, les événements improbables et complexes se sont multipliés : attentats, crise des réfugiés, crise grecque, crise des marchés financiers et du prix du baril, Brexit, crise géo-politique en Crimée, en Syrie, en Libye, en Turquie pour n'en citer que quelques uns.

Ces crises multiples révèlent des luttes de pouvoirs et d'influences. Ces luttes sont économiques, religieuses, territoriales, philosophiques. Jean-Paul Delevoye affirme : «La lutte des identités remplace la lutte des classes. Or, les conflits liés à la lutte des identités sont bien plus dangereux que ceux liés à la solidarité des classes ».

Et si l'essence même de notre humanité nous poussait plutôt au partage des avoirs communs et favorisait le pouvoir de les gérer ensemble ? Parmi ces avoirs communs de l'humanité, on retrouve la nature et ses ressources, la paix, la liberté, y compris celle de circuler, l'égalité, la bienveillance, les convictions religieuses diverses, toutes ces valeurs qui donnent du sens à notre vie commune sur une planète partagée.

Notre humanité relève plus du domaine de l'être que celui de l'avoir, du domaine de la vulnérabilité que celui du pouvoir et de la certitude. Un récent sondage publié dans la revue Psychologies relève que la majorité des Français sont repus de l'avoir et privilégient l'être et la relation interpersonnelle. (Voir l'article ci-après).

« La question n'est pas tant "que faut-il avoir pour être ?" mais "que faut-il avoir pour être libre ?" »
Arthur De Grave

Le pouvoir politique tel que nous le concevons en Europe sous la forme de la démocratie est remis en question . Jean Paul Delevoye - qui a une longue carrière politique derrière lui - nous dira qu'il faut que les forces citoyennes se ré-approprient la démocratie. Les dirigeants politiques doivent remplacer leur désir de pouvoir par la défense de valeurs et l'apport de sens.



La menace la plus grande pour la France et l'Europe ne vient pas de l'étranger, mais de l'intérieur même du pays. Il y a un «risque de dislocation sociale». Si rien ne change, «la majorité des exclus se vengera». La solution : passer d'une société de la performance à une société de l'épanouissement.

«On assiste à un découplage entre l'usage et la possession. Un phénomène attribuable non seulement à la conjonction de la crise économique et d'un souci écologique croissant, mais aussi à l'émergence de l'économie du partage. Cette économie porte l'idée que posséder un bien ne signifie plus nécessairement jouir de son appropriation individuelle.» (Cedric Enjalbert).

Le numérique offre une révolution extraordinaire. Avant, celui qui savait était celui qui dominait ; aujourd'hui, la connaissance est à la portée de tous. Voilà donc que se dessine une autre forme d'avoir. Qu'en est-il aussi du pouvoir de celui qui détient et exploite les milliards de données numériques ? Deuxième orateur, Gilles Babinet, est créateur d'entreprise et digital champion. Il souligne, à propos de la donnée numérique, que la dimension éthique et sociétale est si importante qu'elle aura des conséquences très profondes sur le canon anthropologique même de notre civilisation.

Une grande partie de la population est active dans l'économie sociale. L'économie sociale et solidaire peut-elle incarner une autre forme de pouvoir et de partage des avoirs que celle proposée par l'économie dominante ? Philippe Frémeaux répondra à cette question. On ne peut pas réduire l'économie à une technique, comme un ingénieur qui cherche la bonne méthode pour faire du ciment ou couler de l'acier. L'économie se situe au cœur de la politique parce qu'elle concerne nos vies individuelles et collectives. La question se pose d'abord en termes politiques : si on va vers une société plus régulée, une société à l'économie plus soutenable, cela suppose d'abord des décisions politiques, ajoute-t-il.

Blanche Magarinos-Rey, avocate spécialisée en droit de l'environnement, s'interrogera sur la propriété de la Nature et plus particulièrement celle des semences. Font-elles parties des communs, du domaine public ou au contraire la Nature est-elle confisquée par quelques grandes multinationales ? Au début des années soixantes, on a élaboré un régime qui n'autorise sur le marché que les semences qui ont été appropriées. Les variétés du domaine public, notre patrimoine à tous, en sont exclues. Le phénomène est très

choquant : Blanche Magarinos-Rey parlera de perte de patrimoine commun, de biodiversité, de santé et de qualité nutritionnelle, de goût, plaisir, variété,...

La guerre économique et les conflits de civilisations qui parcourent notre planète sont les symptômes de profonds dérèglements et de déséquilibres entre besoins et désirs. Ils signent notre incapacité à dépasser sereinement les richesses et une perversion de la notion de bien au profit d'une conception étroite de la valeur. Pour le philosophe Patrick Viveret, nous pouvons mobiliser nos vraies richesses afin de coopérer au quotidien pour le bien-être des générations futures, dans la mesure où nous opérons une conversion de nos désirs dans le sens de l'être.

Cela implique, au niveau individuel, l'abandon progressif des comportements extrêmes, des croyances limitantes. La personne bénéficie des qualités naturelles de ce que l'approche «Internal Family System» nomme le Self, ce qui lui permet d'éprouver un sentiment d'unité intérieure, nourri par une compassion, une curiosité et une bienveillance naturelle. François Le Doze, neurologue, et expert en cette approche IFS, partagera ses réflexions et expériences relatives à l'usage de ce modèle qui harmonise les luttes de pouvoir internes à la personne et favorise l'émergence de l'énergie, de la créativité, et d'une puissance sereine.

Pour le dirigeant d'entreprise et haut fonctionnaire Christophe Blanchard-Dignac, le profit, s'il est un moteur de l'entreprise, n'est pas son but ultime. Comme toute organisation, l'entreprise recherche la pérennité. La substitution de la création de valeur partagée au simple partage de la valeur créée donne à la responsabilité du chef d'entreprise une toute autre dimension. Pour le dirigeant et son entreprise, agir de manière socialement responsable n'est plus un choix dicté par la seule volonté de ne pas périr mais un choix positif reposant sur l'ambition de se développer et de prospérer de manière durable.

Avoirs et pouvoirs, vous les expérimentez journalièrement dans vos organisations. Aujourd'hui, plus qu'hier, dans ce monde en métamorphoses multidimensionnelles, repose sur chacun d'entre nous la responsabilité de partager le pouvoir au service des grands défis sociétaux et de la défense des valeurs de notre société.

Voilà à quoi j'aspire personnellement et ce que je vous souhaite à l'ouverture de cette 7ème université d'été.

Stanislas van Wassenhove

CHRISTOPHE ANDRÉ 	PHILIPPE DESSERTINE 	ERIC LAMBIN 
SEBASTIEN DE FOOZ 	2010 PERFORMANCE & BONHEUR	
LELI ZANVAR 	NELE PAXINOU 	PHILIPPE GABILLIET 

BRIEUC VAN DAMME 	DANIEL OLLIVIER 	FRANÇOIS JULIEN 
JACQUES FRADIN 	2011 SENS & CONNAISSANCE	JEAN-YVES HUWART 
LAURENT de CHERISEY 	LUC DE BRABANDERE 	MARC LUYCKX GHISI 

HENRI BARTHOLOMEEUSEN 	FRANS DE WAAL 	PAUL JORION 
BERNARD LIETAER 	2012 VALEURS & VOLATILITÉS	JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER 
ISABELLE SORENTE 	SERGE TISSERON 	EMMANUEL TONIUTTI 

FRANCIS CHOLLE 	ROGER-POL DROIT 	MICHEL HERVE 
L'intuition - pour des décisions audacieuses	Audace et résistance sontelles des notions philosophiques?	Un nouveau pouvoir dans l'entreprise
ANNE-DAUPHINE JULLIAND 	2013 AUDACE & RÉSISTANCE	LUCS KOTSOU 
Oser le pari du bonheur lorsqu'on est confrontés à l'épreuve		La force des émotions pour affronter les risques et l'adversité
BRUNO TERTRAIS 	FRANÇOISE TULKENS 	LILIK VAN MIDDELAAR 
L'apocalypse n'est pas pour demain	La norme : vecteur de résistance ou d'audace	L'Europe, un pari audacieux, confronté à de multiples résistances?

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD 	FRÉDÉRIC BUYLE 	ELINA DUMONT 
Je n'ai plus peur	Je réalise mon désir en profondeur	L'aide ne tombe pas du ciel
JEAN-MARC BORELLO 	2014 DÉSIR & EFFICIENCE	VINCENT DE GAULEJAC 
Les pieds sur terre, la tête dans les étoiles		Le travail et les raisons de la colère
LJUDITH BERNARD 	BARTHOLOMEUS-HENRI VAN DE VELDE 	FRÉDÉRIC LALOUX 
Le désir chez Spinoza	Créer un orchestre entre désir et efficacité	Une réorganisation efficiente de l'entreprise

PIERRE GIORGINI 	JEAN VIARD 	MOHAMED TALEB 
CONSTANCE de LOUIGNAC 	2015 DES RACINES & DES AILES	JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER 
ERIC CAUIER 		JEAN-FRANÇOIS ZORRIST 



Avoirs & Pouvoirs

Le monde change vite. Très vite. Et cette vitesse croît. La constante n'est ni le changement ni la vitesse, mais l'accélération. Seule certitude : l'avenir ne ressemblera pas au présent. Pour y faire face, la compréhension de nos évolutions passées ne nous sera sans doute que d'un maigre secours. Pour nous intégrer et vivre sereinement dans ce nouveau monde, nous devons avoir appris à nous adapter vite, très vite, plus vite même que nous ne pouvons l'imaginer jusqu'à présent. Individuellement et collectivement. Accepter de remettre en cause ce que nous croyons, la manière dont nous fonctionnons et, peut-être même, ce à quoi nous sommes attachés. Au cours de son édition 2016, Trans-mutation se propose d'explorer ces changements sous deux perspectives : «Avoirs et Pouvoirs».

Avoir : bien possédé, fortune, richesses, possession, propriété...

Qui peut posséder quoi ? Comment accède-t-on à la propriété ? Comment répartit-on les richesses ? Dans quelle mesure peut-on tout acquérir ?

Le droit romain définissait déjà trois niveaux de propriété : (1) les choses publiques détenues par l'Etat, (2) les choses privées ou privatisables et (3) les choses communes, inappropriables.

Aujourd'hui, de manière aiguë, cette classification se rappelle à notre bon souvenir à travers l'actualité. En effet, les questions se multiplient à son sujet, parmi lesquelles :

- Comment réguler le phénomène de concentration des richesses ?
- Quelles seraient de justes limites à nos systèmes de propriété intellectuelle et au droit de breveter, entre autres, le vivant ?
- Comment gérer nos «communs» (ce dont tous ont besoin, comme l'air, l'eau... mais aussi les « communs de la connaissance » chers à Elinor Olström – prix Nobel d'économie) dans l'intérêt commun et le respect des générations futures ? Comment réguler leur appropriation éventuelle par certains sans préjudice pour la majorité ?
- Que faire avec la multiplication des nouveaux systèmes facilitant l'usage partagé ou l'exploitation d'objets ou de biens, indépendamment de leur propriété (voitures partagées, échanges d'appartements, espaces de co-working, mise à disposition de services - Booking.com, le premier opérateur d'hôtellerie ne possède pas d'hôtels, Uber, le premier opérateur de taxis ne possède pas de véhicules...)

« Nous sommes passés d'un modèle où les biens avaient une valeur et où les services étaient gratuits à un modèle inverse, où les biens, souvent dématérialisés et dont le coût marginal approche zéro, ont perdu leur valeur, alors que les services et l'accès deviennent des mines d'or. Les entreprises d'échanges, de partage et de location, comme BlaBlaCar, Airbnb ou Leboncoin, l'ont bien compris, qui permettent de louer sa voiture, sa maison, ses outils, de revendre ses bibelots, ses vêtements ou les jouets de ses enfants. Les jouets sont un bon exemple. « Ils représentaient jusqu'alors le premier contact avec la possession et le capitalisme », souligne Jeremy Rifkin. Or, aujourd'hui, les parents empruntent ces jouets sur des sites dédiés ou revendent ceux de leurs enfants, rapidement devenus hors d'âge, plutôt que de les entreposer dans un grenier. L'enfant apprend d'emblée que la propriété est transitoire : « Les jouets ne sont plus des objets qu'on possède mais des expériences qu'on partage. » Qu'en conclure ? D'abord que « les jeunes générations ne cherchent plus la propriété mais l'accès et l'expérience. Ils n'espèrent plus posséder une voiture parce qu'avec un smartphone, en quelques clics, il trouve un chauffeur capable de les conduire n'importe où. De même, ils auront plutôt accès à des lieux partagés et temporaires, sur l'exemple des espaces decoworking, qu'à des domiciles fixes. Leur identité n'est plus tant liée à la possession qu'à la possibilité d'avoir accès aux flux et surtout d'interagir avec autrui ». (Extrait du dossier « Etre ou avoir » Cedric Enjalbert, *Psychologie* 2015)

La notion de « communs » refait son apparition comme évoqué ci-dessus. C'est ainsi que sous le nom générique de « communs » – reprenant à la fois un vieux mot et une tradition ancienne remis sur le devant de la scène par Oström – s'est développé un vaste mouvement de création de formes juridiques et institutionnelles novatrices. Celles-ci entendent à la fois assurer l'accès à des ressources partagées et donner naissance à des alternatives aux constructions institutionnelles assises sur l'exclusivité des droits.

Dans le monde industriel lui-même, on voit se multiplier des formes associatives : pools de brevets, consortiums, licences croisées, qui, lorsqu'elles ne visent pas à créer des monopoles, constituent des arrangements organisationnels incorporant des formes de mutualisation et de partage qui les rapprochent de certaines des dispositions à la base des « communs ».

À de nombreux égards, ces pratiques viennent renouveler ou revivifier, dans un contexte transformé, les multiples formes de « communs » expérimentés, mis en place et exploités au cours de l'histoire (systèmes d'irrigation, pêcheries, pâturages, forêts, chemins communaux, accès à l'eau des nappes phréatiques...), et qui, pour certains d'entre eux, se sont maintenus malgré la puissance du mouvement historique des enclosures. (Benjamin Coriat)

Pouvoir : capacité de produire certains effets ; possibilité de faire quelque chose ; puissance particulière ; autorité, puissance de droit ou de fait, situation de ceux qui gouvernent, dirigent ; droit pour quelqu'un de faire telle chose par son statut ; les dirigeants eux-mêmes...

Jamais sans doute, les pouvoirs n'ont-ils autant été transformés qu'au cours de nos dernières décennies. La technologie décuple nos pouvoirs d'action et de réflexion, notamment grâce à l'intelligence artificielle et aux robots. Et, avec eux, croissent les pouvoirs de nuisance jusqu'à l'aboutissement suprême du pouvoir de détruire l'humanité (par les armes ou la pollution qui peuvent détruire la planète ou encore la manipulation génétique qui peut détruire l'homme).

Les pouvoirs en place sont mis à mal. Contrairement aux révolutions traditionnelles, qui les voyaient renversés par une coalition d'acteurs décidés à mettre en place un autre pouvoir, dans des conditions souvent similaires, nous vivons une transformation plus fondamentale. Les pouvoirs tendent à se dissiper, se distribuer, se répartir... L'Etat est dépossédé de ses pouvoirs par le haut (l'Europe, les organisations internationales), par le bas (les régions, les collectivités locales) et par les flancs (les multinationales).

Nos systèmes démocratiques sont déstabilisés par nos systèmes médiatiques et technologiques, ainsi que par l'influence et les pouvoirs croissants du monde économique. La société civile connaît de nouveaux développements. De nouvelles formes d'intelligence collective voient le jour, qui défient les pouvoirs en place et pourraient montrer une obsolescence de nos organisations démocratiques actuelles, notamment par une plus grande réactivité (quasiment instantanée) et transparence.

Le management de nos organisations favorise de plus en plus la décentralisation et la distribution des pouvoirs de décision, au plus près de l'opérationnel. De nouvelles formes de collaboration émergent, accélérées par la culture du « réseautage social », elle-même facilitée par les nouvelles technologies...

En même temps, le sentiment de pouvoir individuel absolu lié à la culture individualiste (le moi tout puissant) a été rattrapé et mis à mal par les criantes manifestations de nos interdépendances et par les besoins fondamentaux de collaboration en matière de sécurité, d'innovation, de commerce, de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique ou les inégalités croissantes,...

« S'agissant du pouvoir, selon Jeremy Rifkin, pour les générations passées, il reposait sur un rapport hiérarchique vertical. Pour les jeunes générations, le modèle d'organisation hiérarchique a fait long feu. Le pouvoir repose plutôt aujourd'hui sur la possibilité de prendre part à un ensemble de collaborations, dans un réseau. » Quant à la communauté ? « Elle ne tient plus à des liens de sang, territoriaux ou nationaux mais à des liens professionnels, d'intérêt, d'empathie et plus généralement sur le sentiment écologique partagé d'être partie prenante d'une même biosphère, dont nous dépendons. Cet élargissement nécessaire de la conscience collective bouleverse radicalement notre identité. » Qu'en est-il enfin de ce nouveau rapport à la liberté ? « Pour les générations antérieures et pour moi-même, être libre, c'était être indépendant, autonome et autosuffisant. La liberté était avant tout une idée négative liée à l'exclusivité, soit au fait d'être souverain en son domaine et à l'abri des servitudes extérieures. Pour les nouvelles générations, elle n'a plus tant à voir avec l'autonomie. Elle ne repose plus sur l'exclusivité de la propriété mais au contraire sur la possibilité d'être connecté, sur une forme d'"inclusion" relationnelle qui fonde l'identité personnelle. » (Extrait du dossier « Etre ou avoir » Cedric Enjalbert, Psychologie 2015)

Quels impacts, ces transformations des pouvoirs ont-elles sur notre liberté ? sur notre propre pouvoir d'action ? sur nos responsabilités individuelles et collectives ? sur l'exercice de la citoyenneté ?

Quel avenir pour nos organisations dans de nouvelles formes d'économies collaboratives, privées ou mixtes ?

Quels processus de prise de décision dans nos organisations ? et au niveau politique ?

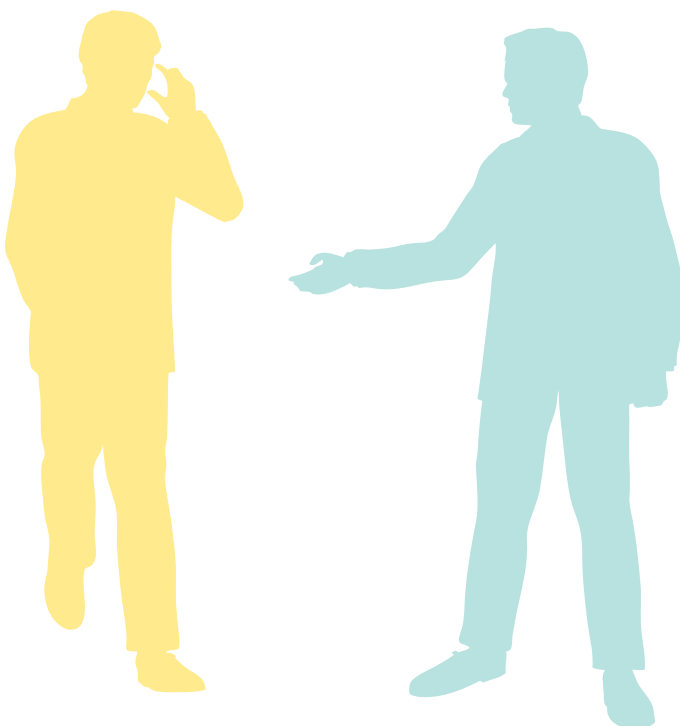
Quel avenir pour la propriété intellectuelle si le pouvoir de protection de celle-ci s'évanouit ? (Rien qu'aux USA, les pertes de rentabilité économique dues à la cybercriminalité ont été évaluées par l'ancien commandant de l'U.S. Cyber Command, le Général Keith Alexander, à 300 milliards de dollar par an.)

Enfin, et peut-être surtout, comment inventer et mettre en place les modèles de gouvernance et de gestion participative de ce qui nous est commun, ce qu'Aristote définissait comme une « pratique consistant à produire, par le fait même de vivre ensemble, une législation et des règles de vie s'appliquant à tous ceux qui poursuivent la même fin » ?

Trans-mutation 2016 sera, pour chacun de nous, une nouvelle occasion d'élargir nos horizons, de revisiter certaines de nos croyances et de partager nos idées nouvelles en vue de contribuer, ne fût-ce que modestement, à la qualité de l'avenir.

Nous vous souhaitons une excellente et inspirante édition 2016.

Pierre Portevin



Trans-mutation, c'est d'abord une équipe



Stanislas van Wassenhove



Pierre Portevin



Laurent Ledoux



Bernard Coulie



Christèle Duvieusart



Jean-Marie Limpens



Cédric Allard



Gaëtan Seny





Dominique **Leroy**



Arnaud **Feist**



Brieuc **de Meeûs**



Fernand **Grifnée**



Alexis **Brouhns**



Dider **Malherbe**



François van Vyve



Charles **David**



Brigitte **Chanoine**



Pascal **Lizin**



Vincent **Blondel**



Eugenie **Nijhuis**



Pierre **Jadoul**



Michel **Foucart**



Jean **Marbehant**



Jean **Raucent**



Michel **Charles**



Thierry **Bouckaert**



Geneviève **Jamin**



Chantal **Cabuy**



Pierre **Gurdjian**



Marcel **Miller**

Avec l'appui
de **22** parrains

... et l'intervention de **7** orateurs



Jean-Paul **Delevoye**



Gilles **Babinet**



Philippe **Frémeaux**



Blanche **Magarinos-Rey**



Patrick **Viveret**



François **Le Doze**



Christophe
Blanchard-Dignac





Être ou avoir? Dans sa version la plus dramatique, cette alternative pourrait se reformuler ainsi: préférez-vous employer toute votre force et votre intelligence à gagner

de l'argent afin de vous offrir une Rolex, une Ferrari ou tout autre objet de luxe? Ou bien, au contraire, seriez-vous prêt à tout plaquer pour aller élever des chèvres dans le Larzac ou tenter un tour du monde à pied? On sent bien que, pour la plupart d'entre nous, aucune de ces deux voies extrêmes n'est très engageante.

L'avoir, à lui seul, ne constitue pas tout à fait une raison de vivre – il a quelque chose de décevant. Ici, il ne s'agit même pas de condamner la vanité des biens terrestres en faisant l'éloge de la félicité éternelle – nul besoin de souscrire à la condamnation chrétienne de la richesse matérielle pour remarquer que l'avoir est par nature insatisfaisant. Comme l'a très bien écrit Sartre dans **L'Être et le Néant**, la propriété a un grand défaut: c'est un **idéal**, autrement dit une sorte d'illusion, elle ne s'éprouve pas concrètement. Mettons que je m'achète une belle montre. Je suis heureux de la porter à mon poignet le premier jour. Mais au bout d'une semaine, je l'ai oubliée, elle ne rayonne pas en moi, elle ne m'affecte pas. Elle reste comme extérieure à moi, indifférente, morte. Dans la possession d'un objet, il y a une promesse qui sera tôt ou tard déçue: celle d'être intérieurement enrichi par une substance extérieure. **«Ainsi, écrit Sartre, le désir d'un objet particulier n'est pas simple désir de cet objet, c'est le désir de s'unir à l'objet par un rapport interne, de manière à constituer avec lui l'union "possédant-possédé". Le désir d'avoir est au fond réductible au désir d'être par rapport à un certain objet dans une relation d'être.»** Cette analyse ne signifie pas qu'un certain confort matériel minimal n'est pas indispensable ni nécessaire à la vie. Mais elle montre assez que la propriété de biens rares et luxueux n'exaucera pas notre souhait d'accéder à une meilleure qualité d'être, elle ne garantit nullement la plénitude: elle recouvre, en fait, un désir impossible.

**« Le désir d'avoir est au fond réductible au désir d'être par rapport à un certain objet dans une relation d'être »
Jean-Paul Sartre**

Alors, dirons-nous que c'est l'autre voie qu'il faut suivre, celle du désintéressement, de la **décroissance**? L'homme est toujours en mouvement, mû par le dé-

séquilibre, un projet, en tension jusqu'à sa mort. On ne parvient jamais à être simplement ceci ou cela. « La liberté n'a pas d'essence », dit Sartre. En tant que je ne suis pas une chose, mais un être conscient, je ne peux jamais me réduire à un état. Je ne peux même pas dire: « Je suis fatigué. »

En somme, l'être est, comme l'avoir, un idéal. Avoir et être: nous ne pouvons placer nos journées sous le signe de l'un ou l'autre de ces verbes, car la propriété matérielle n'est pas une raison de vivre et l'être n'est pas directement atteignable. Ne peut-on pas trouver un troisième terme, qui nous aide à exister au quotidien et articule mieux notre rapport à l'être et à l'avoir?

Le goût de l'expérience

Une fois n'est pas coutume, Philosophie magazine a fait réaliser un sondage exclusif par l'institut Ipsos. Les résultats de ce sondage sont tranchés, sans appel. D'abord, une mauvaise nouvelle pour ceux qui voudraient susciter sans cesse de nouveaux désirs chez les consommateurs: 59 % des Français estiment qu'il ne leur manque pas de biens ni d'objets pour être vraiment heureux. Et moins d'un Français sur dix considère qu'il souffre au contraire d'un tel manque – il s'agit probablement de la proportion de ceux qui sont privés d'un certain confort minimal. En somme, le rapport de nos contemporains à l'idéal de possession matérielle apparaît apaisé. Ce premier constat doit néanmoins être aussitôt complété par une description plus fine: le capitalisme lui-même est en train de subir une mutation. Dans les Trente Glorieuses, la croissance économique était tirée par la volonté de la classe moyenne de posséder une machine à laver, une télévision, une voiture, etc. C'étaient donc bien des objets manufacturés qui étaient désirés. Aujourd'hui, surtout dans la jeune génération, c'est moins le désir d'acquérir des choses qui est un moteur (de collectionner des disques, d'avoir une voiture ou une résidence secondaire) que d'accéder à l'usage transitoire de certains biens (grâce à des services de location ou de partage sur Internet). Au désir de la possession matérielle est en train de succéder un désir d'accès. Quant au rapport à l'être, nous avons voulu également demander aux Français quand ils avaient l'impression de toucher à l'essentiel. Réponse unanime: c'est dans la relation humaine qu'on se sent au contact de ce qui importe vraiment. La famille, l'amitié et même la relation érotique: voilà, pour 86 % des personnes interrogées, ce qui compte davantage que toutes les autres formes de recherches traditionnelles de la vérité, comme la lecture, la méditation ou la prière. L'essentiel n'est donc plus

quelque chose que l'on éprouverait intérieurement, dans la solitude, par un certain effort de pensée, mais quelque chose qui se vit dans la relation.

Bien sûr, il y a une convergence entre les résultats de ces différentes réponses: si l'avoir est désormais dévalué au profit de l'accès, la solitude est moins valorisée que l'« être-ensemble ». Dans les deux cas, ce sont désormais des expériences qui sont recherchées davantage que des objets ou des vérités.

Bienvenue dans l'âge du faire

Et c'est là que nous retrouvons toute la pertinence des analyses de Sartre. Les citations de L'Être et le Néant qui précèdent sont toutes issues de la dernière section du livre, « Avoir, faire et être ». « Avoir, faire et être sont les catégories cardinales de la réalité humaine », annonce Sartre dès le début. Or, ces catégories ne sont pas équivalentes. Comme nous l'avons vu, l'avoir et l'être sont des problèmes. Le premier parce que la possession d'un objet ne transforme pas notre vie intérieure et s'avère finalement décevante; le second parce que nous existons avant d'être – c'est le sens de la fameuse formule « l'existence précède l'essence » –, autrement dit, nous ne coïncidons jamais avec nous-mêmes. Mais ces deux déceptions ne conduisent pas nécessairement à la paralysie. En effet, le faire est la catégorie transitive, celle par laquelle la liberté humaine trouve à s'exprimer. Par le faire, nous travaillons et nous gagnons de l'argent qui permettra d'acheter des objets; en cela le faire est une justification de l'avoir, il permet et légitime la propriété. Par le faire également, nous mettons en œuvre un projet d'être et nous réduisons l'écart qui nous sépare de nous-mêmes.

Or, que nous enseigne notre sondage? Que les gens préfèrent désormais l'usage à la possession et la relation à la méditation solitaire. En d'autres termes, que nous sommes en train de résoudre la très vieille opposition entre être et avoir en entrant dans une nouvelle ère – qui comprend aussi ses risques d'aliénation, mais c'est une autre histoire: bienvenue dans l'âge du faire.



Par ALEXANDRE LACROIX

**Directeur de la rédaction de Psychologie
extrait de Psychologie octobre 2015.**





JEAN-PAUL DELEVOYE

Jean-Paul Delevoye a débuté sa vie professionnelle comme directeur de sociétés agro-alimentaires, avant d'entrer en politique. Il y exerce de nombreux mandats et fonctions: il est maire de Bapaume pendant trente ans, président de l'Association des Maires de France, conseiller régional et député du Nord-Pas-de-Calais, sénateur. Il dirige le rapport «Cohésion sociale et Territoire» pour le commissariat au plan et préside la mission sénatoriale d'information chargée de dresser le bilan de la décentralisation et de proposer les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales. Il conduit également le groupe d'étude sur la responsabilité pénale des décideurs publics au Ministère de la Justice. Ministre de la Fonction publique, de l'Aménagement du territoire et de la Réforme de l'État dans les gouvernements Jean-Pierre Raffarin, il engage notamment la réforme de l'ENA et celle de la retraite des fonctionnaires. De 2004 à 2011, il est le médiateur de la République, avant de présider le Conseil économique, social et environnemental de 2010 à 2015.

Médiateur de la République (2004-2011), il examine des milliers de réclamations et passe du temps avec des juges d'instruction et des assistantes sociales, témoins précieux de l'évolution du pays. « La verticalité de notre système fait que les politiques ne parlent pas à ces gens-là, ils sont enfermés dans les cellules de pouvoir. »

Il définit le Conseil économique, social et environnemental (CESE) comme « maison du temps long », il observe le jeu politique avec recul.

C'est en tant que Médiateur de la République que Jean-Paul Delevoye publie «Le guide du bon sens» (2005, Cherche-Midi), dans lequel il dénonce les dysfonctionnements de l'administration et délivre des conseils de bon sens à l'intention de l'administré, pour ses relations avec les organismes publics.

Dans «Reprenons-nous!» (éditions Tallandier, 2012), Jean-Paul Delevoye lance en pleine campagne présidentielle un appel à une révolution civique et mentale des citoyens et des responsables politiques.

La France est en état de burn out. Le moteur à exclusion tourne à plein. Le consommateur a pris le pas sur le citoyen. La crise frappe et les hommes politiques sont à côté de la plaque. Nous ne pouvons plus continuer comme cela. Les valeurs doivent l'emporter sur le calcul. Les causes sur les intérêts. Or la première des valeurs républicaines, c'est le respect des citoyens.

Avec ce diagnostic sans complaisance, étayé par les milliers de dossiers qu'il a eu à traiter pendant sept ans comme Médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye a fait irruption dans le débat public.

Ce livre explique comment et pourquoi nous en sommes arrivés là. Mais il ne suffit pas de s'indigner, poursuit Jean-Paul Delevoye. Inutile d'attendre de l'État et des partis des solutions toutes faites. L'avenir est entre les mains du citoyen.

Citations de Jean-Paul Delevoye

«Cela veut donc dire qu'aujourd'hui nous voyons bien que si nous n'aidons pas les décideurs à avoir un cap, nous sommes dans une instabilité politique qui opposera les uns aux autres et, dans un monde sans vision, qui enfermera les gens sur les identités et qui mettra une équation à laquelle nous avons cru et qui est une erreur. Nous pensions que l'industrialisation amenait la sécurisation du monde, nous voyons qu'aujourd'hui, le fait religieux est en train d'augmenter. Le fait religieux qui peut être un facteur de tolérance, d'ouverture et de partage, ou un facteur d'enfermement et de négation même de la vie.»

«C'est-à-dire que nous voyons émerger, si nous n'y prenons pas garde, d'autres formes de domination, de domination terrible. Il ne faut plus posséder la bombe nucléaire aujourd'hui pour être le puissant du monde, il faut posséder les banques de données. Et donc le monopole est aujourd'hui quelque chose de préoccupant. Il faut donc permettre à chacun d'avoir les clefs de choisir, d'éveiller ses consciences, de pouvoir être acteur, d'être dans une association de proximité et de partage.»

«La menace la plus grande pour la France et l'Europe ne vient pas de l'étranger, mais de l'intérieur même du pays. Il y a un risque de dislocation sociale. Si rien ne change, la majorité des exclus se vengera. La lutte des identités remplace la lutte des classes. Or, les conflits liés à la lutte des identités sont bien plus dangereux que ceux liés à la solidarité des classes.»



Extrait de l'interview de Jean-Paul Delevoye par Imanol Corcostegui, journaliste, 17/11/2013 <http://rue89.nouvelobs.com/2013/11/17/delevoye-vivons-moment-politiquement-tres-dangereux-247524>

« Le citoyen est devenu consommateur de la République »

La classe politique a délité les ressorts citoyens du vivre-ensemble. Dans toute la société, on observe la montée de l'individualisme, le rejet d'un projet collectif. Le citoyen est devenu consommateur de la République : « Je ne veux pas que le prof soit bon, je veux qu'il mette 20 à mon gamin ; je ne veux pas que le juge soit juste, je veux qu'il fasse mal à celui qu'il m'a fait mal. Et le politique, je veux qu'il protège ma niche fiscale, mon statut, etc. »

Le court-termisme s'aggrave, alors que pour construire des convictions, il faut du temps. La temporalité de la décision politique s'est considérablement raccourcie : le quinquennat, Internet... On veut tout tout de suite. Le politique est dans la posture, dans la gestion de l'émotion et nous sommes dans des démocraties d'émotion. N'importe quel système peut être détruit en une poignée de secondes. Andersen avec Enron, plus belle boîte du monde, a été balayée en trois mois suite à un scandale. DSK a été irrémédiablement laminé par des vagues émotionnelles que plus personne ne maîtrise. C'est la même chose au niveau économique : des stratégies de court-terme sont souvent prises mais préjudiciables à moyen terme. La force du capitalisme allemand, c'est l'appropriation familiale du capital, la proximité régionale de la caisse d'épargne et une proximité avec les élus régionaux. Ce court-termisme a exacerbé le cynisme pour la conquête du pouvoir. Et aujourd'hui, la légitimité que vous acquérez par l'élection ne vous donne pas la légitimité pour décider pour tout, ce qui donne la prime aux minorités contestataires, aux systèmes souterrains et parallèles. Les gens ne croient plus du tout au respect de la loi. Ils ne croient plus à la force du droit, ils revendiquent le droit à la force. Le faible a l'impression d'être écarté du système et la révolte du faible est une révolte violente. Et l'abstention... Le maire de New York vient d'être élu avec 76% d'abstention.

Il y a quelques années, vous parliez déjà d'une société en 'burn out'...

Notre système économique est en train d'humilier les gens : quand vous êtes à bac +7 et que vous touchez le smic, vous n'êtes pas malheureux, vous êtes humiliés. Quand on vous vire à 45 ans sans alternative, c'est pareil. L'aspect pyramidal de la société se transforme en sablier : l'élite a le monde pour horizon, la classe moyenne est de plus en plus fragilisée et les gens sans espérances sont de plus en plus nombreux. Quand vous êtes dans cette situation de désespérance et que c'est le système qui vous y met, vous n'avez que deux solutions : vous détruire ou détruire le système. Le Front national, c'est celui qui offre le moyen légal de renverser le système.

Vous prévoyez un changement radical...

La répartition des richesses est de plus en plus concentrée dans des minorités. Le XXe siècle a été celui de la différence des hommes, on pensait alors que des races étaient supérieures à d'autres, ce fut le siècle du nationalisme. Ce qu'on voit émerger aujourd'hui, c'est la différence des identités et des religions.



On voit émerger des conflits d'identité socio-spatiale, entre quartiers, entre ethnies, entre minorités ou entre les religions. Et ça, ça va nous amener le populisme.

Vous diagnostiquez une crise absolument terrible....

Nous ne sommes pas en crise, nous sommes en métamorphose. Et comme toujours, dans ces cas-là, la destruction précède la construction et la douleur précède l'espérance. Nous vivons un moment politiquement très dangereux et d'autant plus dangereux s'il y a une cécité politique. La société de demain n'aura plus rien à voir avec celle d'aujourd'hui. On va rentrer dans une phase de croissance faible et il y a toute une série de choses qu'il va falloir revisiter. On demande à l'avenir de s'adapter à notre système alors que c'est au système de s'adapter à l'avenir.

Dans quel autre domaine est-ce flagrant ?

L'éducation par exemple. On a des échecs éducatifs mais personne n'imagine que l'arrivée d'Internet doit complètement bouleverser la relation du prof à l'élève. On ne peut plus forcer à apprendre, il faut aimer apprendre et aujourd'hui, ce n'est plus l'accumulation des connaissances – on les a sur les ordinateurs – qui compte mais la formation du sens critique. Les jeunes ont besoin de nous pour avoir des valeurs, se forger un sens critique et des convictions.

Comment envisagez-vous l'avenir de notre système social ?

Notre système social qui reposait sur les allocations est à repenser dans un souci de socialisation. Il faut que les gens retrouvent le souci de chanter, de danser, de boire ensemble. Le rapport humain n'est pas que lié à l'argent mais basé aussi sur l'empathie et le partage. Ma conviction, c'est qu'on va passer d'une société de la performance à la société de l'épanouissement. La question, c'est : comment être épanoui avec moins d'argent ? Il faut passer à une société de partage : colocation, covoiturage, partage de nurses... Il faut passer d'une société du bien à une société du lien. Les variations économiques sont de plus en plus fortes. On pourra voir des gens milliardaires à 16 ou 18 ans et ruinés deux ans plus tard. Il faut réussir à stabiliser le parcours social malgré les variations économiques de plus en plus fortes.

Et d'un point de vue politique, quelles seraient les solutions ?

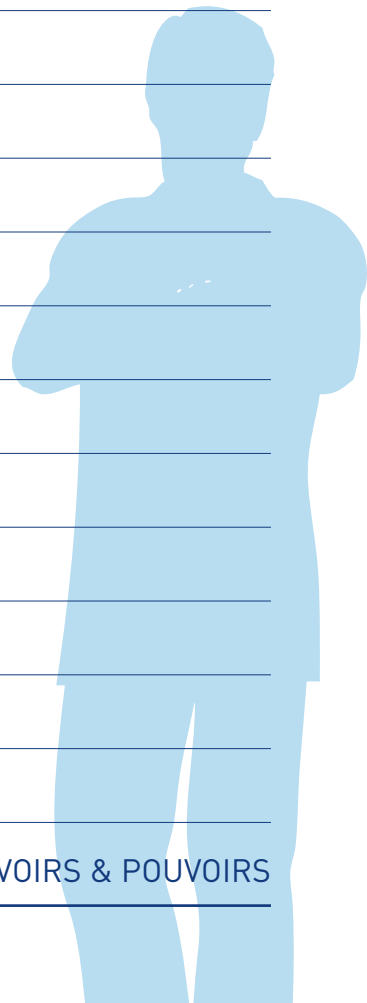
Des décisions politiques prises par l'organisation ont immédiatement été remises en cause par l'émergence de forces citoyennes. On le voit avec la fiscalité : la loi est votée, les Pigeons s'expriment, basta. Les Bonnets rouges s'expriment : plan pour la Bretagne, suspension de l'écotaxe votée par des gouvernements précédents. La force n'est plus dans les institutions politiques mais dans les forces citoyennes. Le pouvoir a raison d'être attentif à ça. Il faut envisager une nouvelle méthode politique : trouver un moyen d'inclure la voix des citoyens pour qu'elle ne soit pas que contestataire et destructrice. Il faut aussi arrêter de considérer les syndicats comme des empêcheurs de tourner en rond mais comme des acteurs du changement. Je n'ai jamais vu autant de salariés et de patrons défiler ensemble pour sauver leur boîte. Il y a de plus en plus d'opportunités de rassembler les gens autour de communautés d'intérêt, ce qui demande de remettre en cause un système qui n'est construit que sur un rapport de forces dominant/dominé et sur la jouissance du pouvoir.

Pour vous, la solution passe par le local.

Le pouvoir est déjà en train de partir vers le local. L'anémie nationale sera renforcée par les forces locales. Il faut libérer les forces du territoire. On a des optimismes locaux mais un pessimisme national. La France est un pays très hiérarchisé, très verticalisé. Elle ne sait pas s'enrichir de sa diversité, elle est obnubilée par son unité de pouvoir et de décision : l'administration centrale se méfie de l'administration locale. Dans une entreprise, on recherche en permanence les meilleures compétences alors qu'en politique, quand on voit émerger un concurrent, on a tendance à vouloir le supprimer. On se déchire plutôt que de rassembler à cause des stratégies de conquête du pouvoir. Peut-être un des moyens de faire évacuer la tension dans les rapports humains, c'est de représenter les diverses forces citoyennes dans des organes institutionnels. Et c'est sur le territoire des mairies et des communautés de communes que l'on peut retrouver la vitalité sociale.

Très concrètement, comment changer les choses ?

On a besoin d'un choc culturel. Mon rêve serait que l'on crée des chantiers républicains qui permettent d'avancer en dehors des conquêtes de pouvoir. Il faut libérer le génie créatif de la France. Si on redonnait confiance en ce pays, il ferait de grandes choses.





GILLES BABINET

Gilles Babinet représente aujourd’hui la France auprès de la Commission européenne pour les enjeux numériques, après avoir présidé le Conseil national du numérique (CNN) en France. Au CNN, il avait orienté les travaux principalement sur la réforme de l’Etat et la compétitivité, se concentrant sur le développement de l’e-éducation, du financement de l’innovation, de la fiscalité du numérique et de l’open-data.

«Serial entrepreneur» affirmant «rechercher la nouveauté et le fun», Gilles Babinet a créé plusieurs entreprises dans des secteurs aussi variés que les travaux d’électricité en hauteur, la musique en ligne, le marketing en ligne, le design dans les transports pour n’en citer qu’une partie.

Ses publications comptent des participations aux rapports de l’Institut Montaigne ainsi que «L’ère numérique, un nouvel âge de l’humanité» (2014) et «Big Data, penser l’homme et le monde autrement» (2015), deux ouvrages publiés aux éditions Le PassEUR.

Le big data interconnecte, croise et analyse à folle allure des milliards d’informations. Il peut établir des

séries, des correspondances, des typologies, prévoir avec une quasi-certitude des évolutions, permettre des anticipations jusqu’ici impensables. Mais y sommes-nous vraiment préparés? Gilles Babinet est convaincu que ce nouvel âge constitue la première rupture de la courte histoire d’Internet, tant elle va générer de bouleversements. Le big data, affirme-t-il, « va nous pousser à repenser l’ensemble des normes de notre société et la façon dont nous vivons ensemble »...

Pour Babinet, il ne faut laisser ni aux technocrates du droit ni aux géants privés le monopole de l’écriture d’une nouvelle régulation sociale. Il faut conjuguer la liberté et la capacité d’inventer un droit, pas à pas, sans vouloir tout régenter à l’avance. L’inconnue est telle, prévient l’auteur, qu’il faut garantir un droit fondamental à l’expérimentation...

La société connectée et le big data permettent justement une mobilisation sans précédent de la société civile. A elle de s’en emparer, au plus vite ! (Vincent Giret - Le Monde du 26 mars 2015).



« Nous pouvons retrouver ce qui représente l'une des racines de l'Europe : la volonté de découvrir, cette énergie incroyable qui a révolutionné la pensée humaine et qui sans pécher outre mesure par ethnocentrisme reste à l'origine du modèle social auquel l'humanité aspire aujourd'hui : une richesse mieux partagée, une liberté d'expression aussi large que possible, l'accès à une culture diversifiée, un certain degré de mobilité sociale. Nous pourrions assez facilement redevenir la première zone d'innovation de la planète, à condition toutefois de parvenir à nous forger un destin commun. »

Quant à la coopération sur Internet :

La coopération est l'une des composantes essentielles du monde de l'Internet. Curieusement, c'est dans l'État – et notamment dans de nombreux États démocratiques – que celle-ci est la moins présente. Les entreprises utilisent massivement la conversation et la co-création ; les services Internet recourent au travail gratuit de millions de clients pour disposer de critiques des produits, voire pour développer des offres commerciales entièrement réalisées par les utilisateurs. Pourquoi les États ne le feraient-ils pas ? En réalité, la coopération est perçue comme une menace, car elle nécessite un degré d'ouverture sans compromission pour fonctionner ; cette ouverture remettrait en cause les fondements même de l'État tel qu'il est généralement organisé.

Quant à la protection des données :

Le débat sur les données personnelles est loin d'être manichéen. Les données éducatives, qui permettraient par exemple de prévenir le décrochage scolaire, doivent-elles être strictement réservées aux parents et aux enseignants directement en charge des enfants ? Les données de santé, qui pourraient améliorer considérablement le fonctionnement de la médecine, doivent-elles être préservées de tout usage en dehors de la relation médecin-patient ? Les données numériques issues de la nouvelle génération de compteurs électriques Linky, qui tracent la consommation détaillée de chaque foyer, peuvent être utilisées par EDF, mais doivent-elles être accessibles uniquement à cette entreprise ? Les cas de ce type sont innombrables et, souvent, ils opposent, au moins en apparence, l'intérêt particulier à l'intérêt collectif. Nous ne souhaitons pas que nos données soient utilisées par des tiers, mais nous sommes évidemment d'accord pour bénéficier du meilleur système éducatif, du meilleur système de soins ou pour disposer d'énergie au meilleur coût.

Quant au big data :

Les données explosent donc, et, jusqu'à récemment, leur exploitation était impossible car les volumes étaient trop importants. Le facteur de révolution vient du fait que depuis une dizaine d'années, il existe une nouvelle génération d'algorithmes permettant de gérer ces données des centaines et même des milliers de fois plus vite qu'auparavant. On a donné à cet ensemble de technologies le nom de big data. Ce sont elles qui permettent de séquencer les ADN, et ce sont elles qui font que Facebook parvient à gérer des centaines de millions d'interactions à la minute sans faillir. Ce sont encore elles qui permettent d'affiner la qualité de la prédiction météo au-delà de deux ou trois jours comme auparavant.

Lorsque j'ai entrepris d'écrire "Big Data, penser l'homme et le monde autrement", je dois confesser qu'au départ, le projet consistait à faire un ouvrage qui serait plus proche du didacticiel que de l'enquête de fond. Mais au fur et à mesure de mes interviews, lectures et réflexions, il m'est apparu de plus en plus clairement qu'on ne pouvait envisager la big data qu'au travers d'un seul prisme technologique. Le potentiel de la donnée est en effet tel qu'il aura un impact sur nos sociétés tout aussi bien d'un point de vue productif que du point de vue de l'organisation de la Cité et de sa régulation.

Le big data, allié potentiel de l'environnement

En dénichant des « gains d'opportunités » dans tous les domaines, la big data est potentiellement un allié objectif d'une nouvelle civilisation qui se voudrait plus respectueuse de l'environnement. Différents travaux démontrent qu'il est possible de réduire très significativement le nombre de voiture dans une ville avec des solutions de type Uber / Le Cab, BlaBlaCar, BluCar, etc. qui toutes reposent sur une plateforme numérique. De même dans l'énergie, l'événement des smartgrid nous permettent d'envisager un système électrique sensiblement plus efficace, et donc moins consommateurs de précieuses matières premières. Et ainsi de suite dans pour ainsi dire tous les domaines. La data transforme littéralement des stocks improductifs en flux valorisés. Les infrastructures, les équipements sont plus souvent et mieux utilisés ; finalement c'est l'ensemble du bien commun qui s'en trouve accru.

Questionnement éthique et sociétal

Toutefois, à l'égard de la donnée, la dimension éthique et sociétale est si importante qu'elle pourrait avoir des conséquences très profondes sur le canon anthropologique même de notre civilisation. En automatisant des décisions essentielles -les processus médicaux, de réanimation ou la lutte contre la criminalité, par exemple- qui auparavant été confiés à des êtres humains, on introduit une nouvelle forme de société qui remet potentiellement en cause la notion de solidarité et de responsabilité individuelle dans des proportions radicales. Sans même évoquer la perte de sens qu'implique l'émergence de machines pour lesquelles seule compte la corrélation, et qui se fichent réellement des causalités.

Évidemment, il peut être tentant de ne voir dans ces technologies que des menaces, et de chercher à en limiter l'impact. Réciproquement, il ne peut être question de les mettre en œuvre sans se poser de questions sur les risques qu'elles comprennent. En réalité, les sociétés humaines seraient bien inspirées de définir ce qu'elles attendent de ces machines et de permettre l'émergence d'une pensée -pour ainsi dire politique- propre au XXIème siècle. C'est finalement le propre des révolutions industrielles : mettre en place la régulation propre qui accompagne les dynamiques nouvelles. Songeons que la première révolution industrielle a émergé en même temps que le code civil, tandis que la seconde se révélait en même temps que l'apparition des droits sociaux. Souhaitons que celle-ci puisse initier une régulation des données qui ait tout son sens pour accompagner le XXIème siècle.

Extraits du livre de Gilles Babinet « L'ère numérique » et de l'article « Initier une régulation des données qui ait tout son sens pour accompagner le XXIème siècle »







PHILIPPE FRÉMEAUX

Philippe Frémeaux est économiste, chroniqueur, enseignant, éditorialiste au magazine économique Alternatives économiques. Il collabore également à France Info et France Culture et il est régulièrement invité à participer à l'émission C dans l'air sur France 5.

Après des études de sciences économiques, de droit public et de science politique, Philippe Frémeaux mène parallèlement une carrière d'enseignant, de consultant et de journaliste, notamment auprès du journal Le Monde. Il rejoint en 1983 le Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques (BIPE) où il dirige de nombreuses missions d'études et de conseil pour le compte du Ministère de l'Industrie, de la Commission Européenne et pour des entreprises.

Dès 1983, il rejoint la rédaction d'Alternatives économiques, mensuel économique dont il devient le rédacteur en chef en 1988 pour plus de vingt ans; il prend également la tête de la société coopérative qui édite le mensuel.

Par ailleurs, Philippe Frémeaux est délégué général de l'Institut pour le Développement de l'Information Economique et Sociale (IDIES) et président de l'Institut Veblen pour les réformes économiques.

Parmi ses écrits, l'essai «La Nouvelle alternative? Enquête sur l'économie sociale et solidaire» (Les Petits Matins, 2014) et un rapport d'évaluation de l'économie sociale et solidaire (ESS) rédigé pour le Ministre de l'Economie Sociale et Solidaire en 2013, dans lequel Philippe Frémeaux affirme que l'ESS ne peut voir sa contribution à la création de richesse réduite à sa seule contribution au PIB; elle doit au contraire militer en faveur d'autres indicateurs de richesse.

L'économie sociale et solidaire fait aujourd'hui figure de nouvelle alternative au capitalisme. De fait, son objectif premier n'est pas de dégager du profit, mais de produire des biens et services utiles à tous. Issue d'initiatives citoyennes, elle apporte la preuve que la recherche de l'enrichissement personnel n'est pas l'unique motif qui puisse donner envie d'entreprendre. Constitue-t-elle pour autant une force politique, un mouvement susceptible de transformer profondément notre économie et notre société? Sa gouvernance, qui se veut démocratique, est-elle réellement exemplaire? A-t-elle vocation à s'étendre, à se généraliser? Enfin, cette généralisation est-elle souhaitable? Autant de questions auxquelles l'auteur répond dans ce livre, nourri de nombreux exemples.



Les entreprises sociales n'ont pas pour autant le monopole de la vertu citoyenne.

Pour Philippe Frémeaux, il est temps de regarder «l'ESS» telle qu'elle est, et non dans sa version idéalisée : c'est à cette condition qu'on pourra apprécier dans quelle mesure et à quelles conditions elle peut contribuer à rendre l'économie plus démocratique, plus juste et plus soutenable

L'ouvrage de Philippe Frémeaux a le mérite de questionner le bien fondé des vertus de l'ESS en soulignant les paradoxes, voire les contradictions des organisations mutualistes, coopératives et associatives.

Le ton du livre est donc celui des lendemains de fête. Une fois l'hystérie des « Etats généraux de l'ESS » passée et les cotillons solidaires bien rangés, vient en effet le temps de la gueule de bois.

Philippe Frémeaux rappelle fort opportunément que si les organisations de l'économie sociale et solidaire, ont certes des pratiques spécifiques qui les différencient du secteur marchand, les entreprises n'ont pas pour autant le monopole de la vertu citoyenne. La disqualification symbolique des banques coopératives (Crédit Agricole, Banques populaires et Caisses d'épargne, Crédit Mutuel, etc.) lors de la crise financière de 2008 devraient pour l'auteur les inciter à faire profil bas et à ne pas trop se poser en donneur de leçons. Philippe Frémeaux rappelle ainsi : « (...) certains établissements ont donc pu s'engager dans les pires dérives de la finance libéralisée et, loin d'être des victimes de la crise financière, en ont été les acteurs majeurs » Et plus loin : « Une chose est sûre : dans l'affaire Natixis, la gouvernance coopérative n'a pas apporté une résistance plus forte que son homologue capitaliste face aux tentations offertes par la dérégulation de la finance ». En ce qui concerne la gouvernance des coopératives, Philippe Frémeaux observe que la constitution des listes électorales pour la désignation des associés relève très souvent de la cooptation, loin de l'idéal de la transparence et : « on choisit des gens "sûrs", issus de la communauté fondatrice. Une logique qui a longtemps joué – et joue toujours – contre les femmes » note-t-il. Sur les mutuelles de santé ou d'assurance, l'auteur évoque son passage, suite à un problème orthopédique, dans un établissement hospitalier à but non lucratif et cite son dialogue avec l'infirmière chargée des soins : « est ce différent de travailler dans une structure privée à but non lucratif ? », la réponse de cette dernière ne s'est pas faite attendre : « La différence, c'est qu'on gagne 150 euros de moins qu'à l'AP-HP ! » Concernant le monde associatif, l'expérience pratique de Philippe Frémeaux semble plus limitée, ce qui ne l'empêche pas de livrer des critiques tt sur leurs pratiques démocratiques. Néanmoins, on aurait aimé de l'auteur, journaliste économique rappelons le, un développement plus important sur le travail et l'emploi dans ce secteur qui représente tout de même les ¾ des effectifs salariés de l'économie sociale.

Elle qui en regroupe aujourd'hui plus de deux millions ! Ces deux millions de salariés ont-ils conscience de ne pas être des travailleurs « comme les autres » parce qu'ils s'inscrivent dans des relations salariales « démocratiques » ? Sur ce point, l'ouvrage de Philippe Frémeaux développe dans les chapitres 6 et 7 des éléments tout à fait éclairants sur la situation des travailleurs des coopératives et des mutuelles (la partie sur le monde associatif est plus brève, mais mériterait à elle seule un ouvrage entier). Pour s'en convaincre, il faudrait leur poser la question. Par exemple, aux employés de l'association Emmaüs qui ont dénoncé la violence de leurs conditions de travail dans un mouvement de grève, inédit pour cette association, en mars 2010 ou encore aux jeunes fondateurs du syndicat des travailleurs du monde associatif opportunément dénommé « ASSO » Il conclut sur un plaidoyer pour une rénovation des pratiques de l'ESS. L'auteur évoque notamment la nécessité d'un « management plus participatif » pour éviter le spectre de la « banalisation » du secteur. Le débat sur le périmètre à donner à « l'entrepreneuriat social » montre clairement que l'économie sociale fait bel et bien davantage figure « d'éternelle alternative » que de mouvement capable de transformer le « cadre normatif imposé à l'ensemble des entreprises quel que soit leur statut ». Au final, le court essai de Philippe Frémeaux a donc le mérite de susciter la controverse, en évitant le ton auto satisfait d'un bon nombre d'ouvrages sur le sujet, mais il laisse au lecteur le sentiment que décidément dans l'économie sociale : tout doit changer pour que rien ne change.

La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire : par Matthieu Hély
<https://lectures.revues.org/6276>

Le Point.fr :

Ça fait cinq ans qu'on parle d'une crise... Si vous deviez faire un bilan de cette crise ?

On a vu clairement apparaître les limites d'un modèle de développement extrêmement néolibéral. On pensait que la libre circulation des capitaux tous azimuts allait déboucher sur un optimum économique et ça n'a donné qu'une catastrophe financière dont tout le monde paie le prix aujourd'hui. Ce sont ceux qui sont touchés par le chômage, particulièrement les jeunes qui n'arrivent pas à s'insérer sur le marché du travail, qui paient cette crise. Celle-ci s'est doublée en Europe d'une crise de la monnaie unique. L'endettement croissant des États a révélé la montée des écarts au sein de la société.

Voit-on se profiler, dans l'horizon économique, des solutions valables et réalisables dans la conjoncture actuelle ?

Les questions économiques ne sont pas des questions techniques sur lesquelles il s'agirait de trouver les bonnes solutions. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'enjeux techniques, mais on ne peut pas réduire l'économie à une technique, comme un ingénieur qui cherche la bonne méthode pour faire du ciment ou couler de l'acier. L'économie est au cœur de la politique parce qu'elle concerne notre vie individuelle et collective. Elle concerne évidemment la redistribution de revenus, et beaucoup d'autres enjeux de la vie sociale. La question se pose d'abord en termes politiques : si on va vers une société qui est plus régulée, une société à l'économie plus soutenable, cela suppose d'abord des décisions politiques. Elles ne sont possibles que s'il y a un consensus social, ou une majorité qui émerge dans l'opinion.

Ce qui nous menace aujourd'hui, c'est continuer dans la même voie.

PAR MAXIME MORIN ET ALEX PERASSO (EPJ DE CANNES)

Publié le 25/11/2012 | [Le Point.fr](http://LePoint.fr)







BLANCHE MAGARINOS-REY

Avocate au barreau de Paris, Blanche Magarinos-Rey est diplômée des Universités de Montpellier, Constance (Allemagne) et Paris Panthéon-Sorbonne. Après avoir suivi un cursus de droit public, elle s'est spécialisée dans les droits de l'environnement et de l'urbanisme. Ses expériences au sein de la société Eiffage T.P. et du Conseil d'Etat lui ont fait connaître le monde de l'entreprise, ainsi que le milieu judiciaire.

Blanche Magarinos-Rey s'engage aujourd'hui dans des actions pour la protection de l'environnement et de la biodiversité en particulier, pour l'amélioration de la qualité de vie et la défense des droits de l'Homme. Elle intervient dans de nombreux colloques sur ces sujets.

Ses nombreux articles et publications comptent une contribution au manifeste «Seed sovereignty, food security» édité par Vandana Shiva et le livre «Semences hors-la-loi - La biodiversité confisquée» (Gallimard, collection Manifesto-Alternative, 2015).

Depuis les débuts de l'ère industrielle, l'agriculture s'est engagée dans un processus de destruction de

la biodiversité: plus de 90 % des variétés utilisées traditionnellement par les paysans, à l'échelle de la planète, ont déjà disparu de nos champs et de nos assiettes. Pendant que les vestiges de cette diversité étaient stockés dans des banques de gènes réfrigérées à l'usage de l'industrie semencière, les variétés traditionnelles, jugées insuffisamment uniformes, étaient rendues illégales, laissant ainsi la place aux variétés modernes, seules autorisées à la vente et désormais protégées par des droits de propriété intellectuelle. Les poursuites judiciaires lancées contre l'association Kokopelli, qui conserve et distribue une vaste collection de variétés traditionnelles, ont illustré ces sombres développements. A l'heure où se profile une réforme de la législation européenne sur le commerce des semences, ce livre fait la lumière sur un arsenal législatif complexe et nous appelle à une prise de conscience. Car derrière les semences, premier maillon de la chaîne alimentaire, les enjeux sont nombreux: survie du monde paysan, espoir d'une agriculture durable, qualité de l'alimentation, mais aussi survivance d'un patrimoine commun, rempart contre l'appropriation de tout le vivant.



La France a adopté la Loi «Biodiversité». Les variétés du domaine sont enfin public enfin libérées du carcan du «catalogue officiel». Le 20 juillet, l'Assemblée nationale a définitivement voté la loi «pour la reconquête de la biodiversité», après deux années de procédure législative et de nombreux revirements dans le contenu des dispositions législatives. La loi donne une véritable bouffée d'oxygène à la biodiversité cultivée. Cela signifie que toutes les associations Loi 1901 pourront désormais donner, échanger et vendre des semences de variétés du domaine public, qu'elles soient inscrites ou non inscrites au «catalogue officiel», à des jardiniers amateurs. Seules les exigences sanitaires de la réglementation sur le commerce des semences resteront applicables.

«Blanche Magarinos-Rey : avocate de nature»

<http://www.laseiche.net/metiers/portraits-23/article/blanche-magarinos-rey-avocate>

Comment ça vous est venu de vouloir défendre des causes liées à l'environnement ?

Ma famille est elle-même engagée dans la protection de l'environnement depuis les années Soixante et je me suis spécialisée durant mes études de droit.

Vous êtes en charge de plusieurs dossiers importants (semences, marées vertes, OGM, antennes relais...): avez-vous le sentiment que c'est un combat de David contre Goliath ou est-ce qu'il y a un réseau juridique français, européen ou international conséquent avec lequel vous pouvez coopérer sur ces questions ?

Le travail d'avocat est assez solitaire. Je n'ai pas le sentiment d'être soutenue par un fort réseau de juristes et d'avocats, mais plutôt par un tissu social, au sein de la société civile, très mobilisé et engagé.

L'agriculteur Paul François a récemment obtenu gain de cause à Lyon contre Monsanto mais où en est le droit de l'environnement en France ? Suit-il le changement de société ?

Oui, on peut dire cela. Mais la décision prochaine de la cour de cassation concernant le dossier de l'Erika pourrait être un grand recul en arrière.

Qu'est-ce que vous aimez dans ce que vous faites ?

L'engagement et les relations de confiance avec les clients, engagés dans le même sens.

« Un verrouillage juridique et biologique des semences ».

Interview de Blanche Magarinos-Rey, avocate de l'association Kokopelli - Par Lucie de la Héronnière, le 7 mars 2016, www.atabula.com

Depuis les débuts de l'ère industrielle, la biodiversité présente dans les champs et les assiettes s'est appauvrie à très grande vitesse, entraînant une diminution des qualités nutritionnelles et du goût des produits, mais aussi la disparition d'un patrimoine commun. En France, depuis le milieu du siècle, la législation sur le commerce des semences est claire : seules les variétés dites modernes, sélectionnées par l'industrie semencière, consignées dans un « catalogue officiel » et même protégées par des droits de propriété intellectuelle, sont autorisées à la vente. Les variétés dites anciennes, et plus largement toutes les variétés ne répondant pas aux critères de ce sélectif registre, n'ont pas le droit d'être commercialisées... Ce qui contribue à leur disparition.

Mais des « opérateurs de semences alternatifs » travaillent à conserver et distribuer des variétés traditionnelles... C'est le cas de l'association Kokopelli, qui vend une large palette de graines, « des variétés anciennes ou modernes, libres de droits et reproductibles ».

La FAO estime que 75% de la diversité des cultures a été perdue entre 1900 et 2000. Quelles sont les grandes dynamiques qui expliquent cela ?

Il y a eu une volonté de transformer l'agriculture pour la rendre plus productive, en lui appliquant des principes de la révolution industrielle. Pour produire des produits standard, avec des récoltes mécanisables... Dans les années 1950, l'objectif était aussi d'augmenter la production agricole, parce qu'on sortait de la guerre. Il fallait nourrir les populations européennes. Cela passait par différentes mesures de politique agricole, comme le remembrement, les prêts à la mécanisation par l'intermédiaire des coopératives... Et aussi ce volet semences : des semences améliorées, sélectionnées, avec des techniques d'agronomie plus scientifiques, plus systématiques, étaient forcément meilleures que celles qui avaient aussi été améliorées et sélectionnées par les paysans pendant des générations et des générations... Cette espèce de scientisme était en vogue à l'époque. On pensait qu'il fallait élaborer des variétés d'élite. Et que les autres, qui étaient rustiques, devaient être vouées à la disparition, pour améliorer la génétique.

Pourquoi a-t-on eu besoin de réglementer ce domaine ?

En France, il y a eu une volonté très dirigiste, presque planificatrice, avec cette idée qu'il fallait, pour faire sortir l'agriculture européenne de son arriération, imposer aux agriculteurs de cultiver des variétés améliorées, selon les techniques agronomiques modernes... Le régime de Vichy a restauré le corporatisme, y compris dans le milieu agricole, et créé le Gnis (Groupement national interprofessionnel des semences), qui fait la pluie et le beau temps dans ce domaine. C'est en fait une corporation, très proche de l'administration. Mais tout en étant un groupement d'intérêts privés rassemblant les entreprises de sélection, de production et de multiplication des semences. Le Gnis a des prérogatives de puissance publique incroyables. Quand le régime de Vichy est tombé, tout cela est resté en place, et cette volonté planificatrice a été confirmée par l'administration De Gaulle.

Comment s'est constitué ce « catalogue officiel » des variétés, dans lequel doivent être obligatoirement enregistrées toutes les variétés destinées à la commercialisation ?

Cette idée de catalogue est en fait ancienne. Au début des années 1960, on a mis en place un régime de propriété intellectuelle sur les « obtentions végétales », avec exactement les mêmes critères. Ces variétés « nouvelles » étant les seules autorisées à la vente... Les variétés du domaine public, notre patrimoine à tous, sont devenues exclues. C'est très choquant : il y a les aspects santé, la qualité nutritionnelle, le goût, le plaisir, la couleur, la variété, les questions de biodiversité, de perte du patrimoine... Et cet aspect d'aberration juridique : on a élaboré un régime qui n'autorise sur le marché que ce qui a été approprié. Ce n'est pas dit pas comme ça, mais le domaine public a été rendu illégal, ce qui est très choquant.

En pratique, un agriculteur est aujourd'hui obligé d'acheter des semences qui sont dans ce catalogue, et de les racheter chaque année ou presque ?

Les semenciers ont élaboré des variétés qui ne sont pas reproductibles à l'identique dans les champs des paysans. La deuxième génération est chétive, ou selon leur terme « hétérogène ». Avec ces variétés, vous êtes obligé d'aller acheter des graines tous les ans sur le marché. Les agriculteurs ont abandonné depuis longtemps ces variétés traditionnelles qu'ils utilisaient, pour acheter des graines Monsanto... Donc ce que dit Kokopelli, c'est arrêtez de vous battre sur les droits de propriété intellectuelle, et revenez au domaine public. Vous n'aurez pas de problème pour multiplier...

Mais alors pourquoi les agriculteurs ne le font-ils pas ?

Ils ont peur de perdre en rendement, ils ont été convaincus par la propagande des variétés modernes sélectionnées. Ils ont été persuadés qu'avec ça on produit plus et mieux. Mais l'expérience montre aussi que ceux qui franchissent le pas sont couronnés de succès.

En résumé, qui sont les coupables de cette perte de biodiversité des variétés végétales ?

Il faut accuser un peu tout le monde. C'est le consommateur qui veut sur les étals des produits parfaits, bien propres, tous identiques. Lui aussi a demandé une production standard. C'est une attitude qui est en train de changer, mais les consommateurs ne sont pas innocents. Il y a eu bien sûr la grande distribution : elle a demandé des produits standard, et aussi une sélection orientée vers une tenue à l'étalage, des facilités de transport... Et puis aussi malheureusement les agriculteurs. Ils ont abandonné les variétés qu'ils utilisaient traditionnellement. Il y a une vraie réticence dans le milieu agricole, même chez les bio, à faire un effort sur le terrain de la diversité.

Quand avez-vous commencé à travailler avec Kokopelli ?

On a commencé à travailler ensemble en 2006. Je suis intervenue sur le dossier contre l'Etat français, qui reprochait à Kokopelli de commercialiser des semences de variétés non inscrites au catalogue officiel. Kokopelli a été condamné à payer une amende... Qui a été mise en recouvrement quelques mois après la fin du délai légal. Un peu plus tard, ils m'ont confié le dossier la société Graines Baumaux, accusant Kokopelli de concurrence déloyale.







PATRICK VIVERET

Patrick Viveret est philosophe et titulaire d'un doctorat de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Ses nombreux domaines d'intérêt incluent la philosophie politique, l'économie, les mouvements associatifs et des alternatives au développement non durable, telles qu'une «sobriété heureuse» démocratiquement débattue, un «capitalisme vert» ou des «politiques publiques de mieux-être»; il évoque souvent de nouvelles formes de rapport au pouvoir.

Ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, Patrick Viveret est cofondateur du Forum pour d'autres indicateurs de richesse et initiateur des rencontres internationales Dialogues en humanité. Il anime l'Observatoire de la décision publique.

Actif dans les mouvements altermondialistes, le philosophe a participé en 2001 à Porto Alegre au premier Forum Social Mondial. Il collabore régulièrement au journal Le Monde diplomatique et à la revue Territoires.

Chargé par Guy Hascoët (secrétaire d'État à l'économie solidaire du gouvernement Jospin) de diriger la mission Nouveaux facteurs de richesse (2001-2004), Patrick Viveret tirera du rapport de la mission son livre «Reconsidérer la richesse» (éditions de l'Aube, 2002).

En 2012, il participe à la fondation du Collectif Roosevelt 2012 (qui propose une analyse originale des causes de la crise du système et des réformes économiques, sociales et écologiques) avec Stéphane Hessel, Edgar Morin, Curtis Roosevelt - petit-fils du Président -, Michel Rocard et Pierre Larrourou.

Parmi les écrits de Patrick Viveret, citons encore «Pour un nouvel imaginaire politique» (ouvrage collectif, éditions Fayard, 2006), «PIB, la richesse est ailleurs» (revue Interdépendances juillet 2009) et «La cause humaine, du bon usage de la fin d'un monde» (éditions Les Liens qui Libèrent, 2012).



L'humanité peut se sauver par la lucidité.

De multiples signaux alertent l'humanité sur les dangers qui la menacent, et tout se passe comme si, à l'échelle planétaire, l'espèce humaine ne se sentait pas concernée, comme si les voix de plus en plus nombreuses et inquiètes de groupes de citoyens n'étaient que le fruit de l'imagination de contestataires ignorants et irresponsables.

Et pourtant, contrairement à ce que pourrait laisser croire un certain fatalisme ambiant, l'essentiel des problèmes auxquels l'humanité est confrontée peut trouver des solutions. A condition de comprendre que la plupart des difficultés ne se situent pas dans l'ordre de l'avoir, celui des ressources physiques, monétaires, techniques, mais dans l'ordre de l'être, de la façon de concevoir sa place dans l'univers, de donner un sens à sa vie, de s'en sentir responsable et de se montrer solidaire de la vie des autres.

Le message de Patrick Viveret, c'est que l'humanité peut se sauver par la lucidité, la prise de conscience des manipulations dont elle fait l'objet, ou se perdre si elle continue à se laisser égarer par des discours qui n'ont plus de sens. Il montre comment, pour poursuivre leur aventure, utiliser pleinement les potentialités qu'ouvrent les révolutions de l'intelligence et du vivant en réduisant leurs risques, hommes et femmes doivent inventer une autre vision du politique, pleinement écologique, citoyenne et planétaire, qui placerait le désir d'humanité au cœur de sa perspective.

Alors que nos rapports à la nature, à l'économie et au vivre ensemble ne cessent de se dégrader, cet essai nous invite à examiner les forces de cohésion et de paix qui sont à l'œuvre pour éviter la sortie de route de notre humanité. Patrick Viveret pointe en premier lieu la logique de la peur, qui traverse nos sociétés et induit des rapports pervers à la richesse et au pouvoir.

Aujourd'hui, les besoins humains de subsistance, de protection, d'information, et de reproduction peuvent être rapidement satisfaits. Mais ce serait compter sans nos désirs, sans ce manque radical de notre être qui se sait voué à la mort et qui ne peut jamais être satisfait en tant que mortel. Nos désirs s'enracinent dans nos besoins, mais sont illimités. Ils signifient la façon dont nos sociétés s'organisent pour vivre avec cette conscience tragique de la mort. Leur expression s'organise autour des quatre grandes passions humaines que sont la richesse, le pouvoir, la connaissance et l'amour. La question majeure n'est plus celle de la rareté et de la pénurie, mais plutôt celle de l'énergie excédentaire produite par nos activités. La guerre économique et les conflits de civilisations qui parcourent notre planète sont les symptômes de profonds dérèglements de cet équilibre des besoins et des désirs. Ils signent notre incapacité à dépenser sereinement les richesses et une perversion de la notion de bien au profit d'une conception étroite de la valeur.

Patrick Viveret nous indique les voies permettant de sortir dignement d'une logique de la peur. Les sociétés humaines doivent répondre à trois enjeux-clé. Le défi écologique : qu'allons-nous faire de notre planète ? Le défi du vivant : face au potentiel des biotechnologies, qu'allons-nous faire de notre espèce ? Le défi de notre rapport au temps, transformé par les technologies : qu'allons-nous faire de notre vie ? L'auteur invite ses lecteurs à renouveler radicalement le débat démocratique autour de trois thèmes principaux qui concernent l'art de vivre en humanité. Comment changer notre rapport à l'argent pour en faire, non pas un instrument de domination, mais un outil au service des liens de proximité ? Comment changer notre rapport au pouvoir, en s'inspirant des initiatives probantes qui indiquent l'émergence d'un ordre civique mondial ? Comment changer notre rapport à la vie et au temps, en vivant pleinement le moment présent par une écoute attentive de l'autre, créatrice de liens porteurs de sens ? Il s'agit non seulement d'opérer un travail sur soi qui permette de nouer de véritables dialogues en humanité, mais aussi d'utiliser les ressources développées dans un esprit de générosité confiante. Cet essai démontre en effet que nous pouvons mobiliser nos vraies richesses, afin de coopérer au quotidien pour le bien-être des générations futures, dans la mesure où nous opérons une conversion de nos désirs dans le sens de l'être.

Patrick Gilormini Université catholique de Lyon, ESDES extrait de Economie & Humanisme • numéro 374 • octobre 2005

Patrick Viveret : « Il faut accepter de ne pas tout vivre »

Le Monde.fr | 19.06.2015 | Propos recueillis par Anne-Sophie Novel

Que peut-on faire dans une société dont le rapport au temps de vie est pathogène ?

Nos sociétés sont malades dans leur rapport à la nature, elles sont malades dans leur rapport à la vie et au temps de la vie, elles sont dans la course alors qu'il est urgent de se poser, de ralentir, de s'interroger sur le devenir de la terre. Il est urgent de remplacer notre rapport au travail et à l'emploi par un rapport à ce que Hannah Arendt a défini comme une logique de l'œuvre, celle qui nous permet d'accomplir nos projets de vie, ce qui est aussi le sens initial du terme « métier ».

Prenez le burn-out, il est lié à une suractivité associée à la perte de sens. Les deux conditions sont réunies. Et avant le burn-out, il y a le burn-in, une suractivité qui ne fait pas sens... La contemplation n'est pas un désœuvrement, alors que la suractivité peut l'être !

Avez-vous l'impression que le temps s'accélère actuellement ?

Les mutations technologiques jouent un rôle central : les potentialités de vie sous toutes les formes, qui sont aussi des potentialités d'information, se sont considérablement démultipliées. Et donc la question la plus difficile est celle de l'abondance : comment fait-on en situation d'abondance de potentialités de vie pour choisir la part de potentialité que l'on transforme en réalité ? L'individu soumis à un flot d'informations continu a une multiplicité de relations potentielles, de situations de vie. Plus les possibilités de vie sont nombreuses, plus le discernement est important. Les traditions de sagesse structurent en profondeur nos temps de vie, elles aident à mieux gérer l'abondance.

Comment se déroule le temps du philosophe ?

Le mot sagesse a la même origine que le mot saveur, si bien que je définis la philosophie comme la dégustation de la vie. Entendue ainsi, elle aide à cultiver l'art de vivre à la bonne heure, d'accepter de ne pas tout vivre mais de vivre intensément.

Au quotidien, comment cela se traduit-il ?

Au réveil vers 7 heures, je m'accorde toujours dix minutes d'émerveillement, c'est un temps que je prolonge par un temps de méditation. Ensuite, je pratique un exercice de douche énergétique qui me permet d'énergiser mon corps, en passant en revue les organes intérieurs et extérieurs. Je sens et savoure que je suis vivant, entouré et aimé de mes proches. Tout cela est de nature à me faire sentir le présent au double sens du terme y compris comme un cadeau de la vie.

Comment sentir cette énergie du désir ?

Se tester reste la meilleure des manières ! S'interroger en se disant « que se passe-t-il si je ne me coule pas dans ce que j'avais programmé ou que l'on a programmé pour moi ? » est une façon de ressentir, y compris corporellement, un sentiment de liberté. Dans la plupart des cas, je respecte mon agenda, mais il m'est arrivé une fois d'embarquer ainsi à l'improviste pour l'Espagne, gare d'Austerlitz : j'ai eu un sentiment de liberté incroyable, j'ai décommandé tous les rendez-vous du lendemain, j'ai ressenti à ce moment-là à quel point je pouvais choisir ma vie.





FRANÇOIS LE DOZE

François Le Doze, neurologue au CHU de Caen, s'intéresse particulièrement aux rapports qu'entretiennent le corps et l'esprit chez la personne malade.

Il découvre le modèle Internal Family System (IFS), qui propose de rétablir l'équilibre de l'individu en harmonisant toutes les facettes qui le constituent. La confiance alors retrouvée permet d'exprimer son énergie et sa créativité.

Convaincu par la pertinence et l'efficacité du modèle, François Le Doze se forme directement aux Etats-Unis auprès du fondateur Richard Schwartz, dont il sera l'assistant lors de formations en France et au

Royaume-Uni. Il assurera également la coordination scientifique de la traduction française du livre introductif au modèle IFS de Richard Schwartz «Système familial intérieur - Blessures et guérison».

François Le Doze pratique l'IFS en tant que thérapeute et formateur en cette approche. Fort de ses connaissances en neurosciences, il appuie son travail sur les données récentes des neurosciences dans le champ de la psychothérapie.

François Le Doze a publié avec Christian Krumb «La force de la confiance: une thérapie pour s'unifier» (Odile Jacob, 2015).

Dr FRANÇOIS LE DOZE
AVEC CHRISTIAN KRUMB
**LA FORCE DE
LA CONFIANCE**
UNE THÉRAPIE POUR S'UNIFIER



Vouloir faire cesser des comportements destructeurs et ne pas y parvenir ; prendre des décisions sans jamais s'y tenir... Pourquoi tant de conflits intérieurs ? Mû par cette question, le docteur François Le Doze a un jour rencontré l'IFS (Internal Family Systems), nouveau modèle psychothérapeutique créé par Richard Schwartz aux États-Unis. Des ateliers d'Esalen aux séances en individuel, l'auteur nous dévoile ce parcours qui a transformé son existence et sa pratique professionnelle : découverte des « parts » (manager, pompier, exilé, etc.) s'opposant dans le psychisme, et surtout découverte du Self, forme de conscience qui permet à chacune des « parts » de jouer son rôle sans empiéter sur les autres. Il s'agit donc de restaurer le Self dans son leadership, comme on rétablirait un capitaine à la barre d'un navire, pour permettre à la personne de récupérer l'énergie bloquée et au système de se réharmoniser... C'est ce travail intérieur qui est décrit ici.

Le modèle Internal Family Systems (IFS) est né dans les années 1990, d'une remise en question personnelle qu'effectua Richard Schwartz thérapeute systémique familial, confronté à l'insuffisance des résultats qu'il obtenait avec ses patients, principalement à l'époque des femmes présentant des troubles du comportement alimentaire. Il décide alors de mettre de côté, au moins temporairement, tout ce qu'il a appris sur le psychisme et la psychothérapie, et d'adopter comme principal outil l'écoute curieuse. Il repère ainsi que ses patientes parlent pour décrire leurs difficultés, de parties d'elles-mêmes qui semblent entre elles, être en conflits.

François Le Doze , Extrait de <http://www.colloques-ff2p.com/colloque2012/pagesintervenants/ledoze.html>

Conclusions du livre « La force de la confiance ».

Beaucoup de méthodes psychothérapeutiques visent à programmer de nouveaux schémas pour remplacer ceux qui sont figés ou inadaptés. D'autres consistent à transmettre aux patients les ressources dont ils seraient dépourvus. L'approche IFS repose sur le postulat que la personne possède déjà tout ce qui lui est nécessaire, et que cette ressource – le Self – est intacte. Elle propose d'en rétablir l'accès comme préalable au traitement des blessures psychiques. Le dégagement de cet accès se fait par élimination des contraintes opérées par les parts amalgamées, quand celles-ci acceptent de faire confiance et de « se mettre de côté ». La programmation de nouveaux schémas comportementaux ou de pensée n'est pas induite, programmée : elle résulte du déchargement des fardeaux des parts blessées et de la nouvelle organisation du système qui en résulte, fondée sur une communication restaurée entre toutes les composantes de la personne et son Self. Le thérapeute n'intervient plus à ce stade : la personne est capable de puiser en elle-même les ressources dont elle a besoin.

L'abandon progressif des comportements extrêmes, des croyances limitantes, la bonne régulation des émotions sont la marque d'un système apaisé. La personne bénéficie dans sa vie des qualités naturelles du Self et éprouve un sentiment d'unité intérieure. Elle est capable d'entrer en relation avec autrui de la même façon qu'avec ses parts, en faisant preuve de compassion, de curiosité bienveillante...

Grâce au chemin que j'ai parcouru en pratiquant le modèle sur mes patients comme sur moi-même, et en l'enseignant, j'ai retrouvé un axe. J'ai pu mettre en cohérence mes aspirations spirituelles et humaines, dans l'exercice de mon métier, et au sein de ma vie personnelle. Cette pratique constitue pour moi une voie directe et sûre pour accéder pas à pas à une vie pacifiée, libérée des fardeaux du passé. Je ressens en moi le calme, la paix et le sens de la perspective pour ma vie, qui longtemps ne m'ont été accessibles que de façon fugace. Comme nous le rappelle souvent Richard Schwartz, nous sommes culturellement habitués à rechercher à l'extérieur de nous la cause de nos difficultés, ainsi que leur solution. Il existe une raison plus intime qui nous retient de nous tourner vers l'intérieur, qui est notre peur de trouver là des émotions de l'enfance que nous pensons difficiles à soutenir et impossibles à transformer. Il est pourtant bien question de cela en IFS : apprendre à regarder d'abord en soi, depuis notre Self, et à intégrer ensuite tout ce qui s'y trouve.

Les émotions, les croyances, les comportements destructeurs ne nous apparaissent plus alors comme des anomalies à corriger, mais comme des caractéristiques de parts de nous qui ont besoin d'être aidées. L'intérieur rejaillissant vers l'extérieur, déployer ainsi de la compassion en nous-mêmes nous permet ensuite de lever les yeux et de porter un regard neuf sur nos relations, nos familles, la société. Le monde ne semble plus tout à fait le même, parce qu'il porte désormais un être qui sait laisser transparaître dans sa vie quotidienne un peu plus de son cœur, de sa vulnérabilité, puisant sa force non plus dans la volonté de puissance nourrie par la peur mais dans la confiance nue.



CHRISTOPHE BLANCHARD-DIGNAC

Christophe Blanchard-Dignac, énarque, diplômé en sciences politiques et droit, est un dirigeant d'entreprises publiques et haut fonctionnaire français. Il a exercé des fonctions dirigeantes ou en tant que membre du conseil d'administration entre autres auprès de La Poste, Air France, EDF, France Telecom, Commissariat à l'Énergie Atomique. Il a été membre du bureau du Conseil Economique et Social.

Ancien conseiller budgétaire du ministre de l'Économie et des finances, Edouard Balladur, Christophe Blanchard-Dignac a été Directeur du Budget, et président directeur général de la Française des Jeux (FDJ) de 2000 à 2014. Il y a développé un modèle de jeu responsable pour lutter contre l'addiction au jeu et défendu les «valeurs d'égalité, de redistribution et de proximité, qui sont l'ADN» du premier opérateur de jeux en France. Rien ne prédisposait cet ancien directeur du Budget, énarque discret à l'humour très british à diriger la FDJ «si ce n'est la chance», dit-il à l'AFP. «Et j'y suis resté par passion pour développer un modèle de jeu responsable», poursuit-il. Christophe Blanchard-Dignac est un haut fonctionnaire atypique, passionné de rugby et supporter inconditionnel «de toutes les équipes de France».

En février 2015, il a été nommé conseiller à la Cour des Comptes.

Il est également Président de la Fondation Bordeaux Université, structure chargée du mécénat et du développement de l'Université de Bordeaux. C'est un Bordelais pure souche, cru bourgeois, élevé en fût de chêne. « J'y finirai mes jours, il fait trop mauvais à Paris » dit-il. Son grand-père fut député pendant vingt-cinq ans; sa mère tenait un cabinet d'assurances; un frère préside le club de golf de Bordeaux.

Ses publications en matière de responsabilité sociale incluent les articles « Conjuguer développement et responsabilité » (Le Cercle des Economistes. Actes des rencontres économiques d'Aix-en-provence 2013) et « Le développement durable, pari gagnant » Le point de vue de Christophe Blanchard-Dignac, (tribune libre in journal La Tribune du 9 avril 2008).

La RSE doit être au coeur du modèle économique des entreprises

N'en déplaise à Milton Friedman, la RSE (Responsabilité Sociale d'Entreprise) n'est plus aujourd'hui, dans la littérature économique, la bonne conscience des entreprises mécènes ou le luxe des entreprises prospères.

C'est elle qui donne le sens et la durée au développement d'une entreprise, ce développement qui crée le profit et que le profit permet de nourrir.

Comme l'anticipait déjà le « credo » du Président de Johnson & Johnson en 1943, l'entreprise durable est responsable au-delà de ses propres actionnaires. Elle est responsable vis-à-vis de ses clients, au premier chef, vis-à-vis de ses collaborateurs, vis-à-vis de ses partenaires, vis-à-vis de la collectivité. Développer la RSE dans une entreprise comme la Française des Jeux n'est pas pour autant, un « long fleuve tranquille ».

C'est le résultat d'un engagement résolu des collaborateurs, des dirigeants, et des actionnaires de l'entreprise. C'est l'aboutissement de la maturité d'une démarche RSE, vécue parfois comme une contrainte mais dont l'expérimentation tenace a démontré qu'elle permettait d'affronter tous les temps et surtout de créer de la valeur, celle de l'entreprise elle-même.

« Être socialement responsable ou mourir » c'est bien à cette question que l'entreprise a répondu en retenant le premier terme de l'alternative et en s'appuyant sur une triple conviction.

1. En l'ancrant dans le cœur d'activité et de la stratégie de long terme de l'entreprise, la RSE n'en est que plus pertinente et crédible
2. En mobilisant tout l'écosystème de l'entreprise interne et externe, la RSE n'en est que plus efficace
3. En mesurant la création de valeur pour tous et sa contribution au capital immatériel de l'entreprise, la RSE n'en est que plus durable.

Pertinence et crédibilité

Bien qu'unique par son statut en monopole, la Française des Jeux n'est pas pour autant isolée, au contraire : 26 millions de clients, 34.000 points de vente dans 12.000 communes, 95% de ses mises redistribuées aux gagnants, à l'intérêt général, à ses partenaires du réseau. Marque populaire et historique, présente dans l'imaginaire de tous les Français, elle fonde sa politique RSE sur l'expression de ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes : dans les jeux et services qu'elle propose, dans la conduite de ses activités, dans les relations avec ses partenaires et enfin dans ses interactions et impacts avec la Société. Cette responsabilité en cercles concentriques s'est traduite par une politique articulée autour de 5 enjeux.

1. Jeu Serein : garantir la sécurité, la responsabilité et l'attractivité de l'offre de jeux.
2. Pratiques commerciales et partenariales responsables : promouvoir des pratiques responsables et durables avec l'ensemble des partenaires.
3. Tissu local dynamique : contribuer au dynamisme économique, social et sociétal des territoires sur lesquels la FDJ se développe.
4. Empreinte environnementale positive : innover pour préserver l'environnement.
5. Diversité et performance : exprimer la diversité sous toutes ses formes comme levier de performance.

Création de valeur et durabilité

L'impact de la RSE sur la performance financière n'est aujourd'hui qu'intuitivement démontré. Il existe pourtant dans les discours des acteurs économiques un consensus sur le lien positif entre la RSE et les opportunités de croissance. Le caractère évident de l'impact de la RSE sur « la création de valeur » est de plus en plus généralement admis, tout en considérant à la fois des actions RSE générant une véritable performance financière (consommation en transport plus économe, dématérialisation par exemple) et des actions RSE visant à préserver la « valeur future » (de l'entreprise, voire de la Société). Cette valeur future réside dans la part immatérielle du capital de l'entreprise. Dans l'économie d'aujourd'hui, 2/3 de la valeur des entreprises ne se lit plus dans le bilan, mais dans ses actifs extra financiers (actif client, technologique, marque, etc.) L'entreprise s'attache aujourd'hui à mieux comprendre et par là à mieux mesurer en quoi la RSE crée de la valeur pour elle-même et pour chacune de ses parties prenantes. Les méthodologies ne se trouvant pas sur étagère, elle a donc innové en réalisant sa propre démarche. Même si elle est encore expérimentale et en partie qualitative, cette approche d'une rentabilité élargie permet de vérifier ce que l'intuition retient : la responsabilité crée de la valeur dans la durée pour peu qu'elle soit placée au cœur même du modèle économique d'une entreprise. Il est vrai que désormais Milton Friedman s'est tu et que Michael E. Porter, professeur à Harvard, est devenu le promoteur du concept de création de valeur partagée (creating shared value), un concept dont l'ambition est d'aller au-delà de la RSE. La substitution de la création de valeur partagée au simple partage de la valeur donne au parti pris de la responsabilité une toute autre dimension. Être socialement responsable pour une entreprise ne serait plus ainsi un choix contraint dicté par la seule volonté de ne pas périr mais un choix positif reposant sur l'ambition de se développer et de prospérer.

Le choix de la pérennité :

C'est faire prévaloir la vision du long terme. Comment concilier les impératifs du court terme, imposés par le marché, les clients, les actionnaires, l'urgence de certaines décisions, et l'enjeu d'une nécessaire vision de long terme, créatrice de valeur et garante de la pérennité pour les générations futures ? Comment permettre à l'entreprise de gérer son agenda, au-delà de calendriers sociétaux ou réglementaires toujours en mouvement ? La RSE permet cette projection dans l'économie positive. A condition de concevoir l'entreprise comme un ensemble d'actifs immatériels générateurs de cash-flows futurs, et non comme un simple bilan financier qui traduit plutôt les actions du passé. La RSE se fonde sur l'écoute et la prise en compte des attentes des parties prenantes : s'ouvrir aux autres, accepter un regard différent ou critique, identifier ensemble le champ des possibles et construire collectivement l'avenir, c'est-à-dire la valeur future.

Christophe Blanchard-Dignac - Extrait des articles « Conjuguer développement et responsabilité » in Le Cercle des Economistes. Actes des rencontres économiques d'Aix-en-provence 2013 p. 278 à 281 et « La RSE, levier de création de valeur partagée » in Politique Internationale n°43, 2014 p.239-245









MERCI

Cédric Allard &
Coline Haubruge

www.upagency.be

Organisation

Manu & Gérald Léonard

www.profondval.com

Traiteur

Dominique Huret
Romain & Timothé
van Wassenhove

www.capedecision.com

Vidéos

Joël Braem

laprocuretournai@gmail.com

Librairie

Anne Maton

Accompagnement
orateurs

Martine Zunini

www.zunini.com

Photos



Programme

Lundi 29 août 2016

13h30	Accueil des participants
14h00	Introduction par Stanislas van Wassenhove
14h15	«Quels pouvoirs détient le monde politique?» Jean-Paul Delevoye
15h00	«Avoirs et pouvoirs du numérique» Gilles Babinet
15h45 - 16h45	Discussions par tables & pause-café
16h45	«L'économie sociale, un exemple pour une entreprise démocratique et durable?» Philippe Frémeaux
17h30	«À qui appartient la nature ?» Blanche Magarinos Rey
18h15 - 18h45	Questions & réponses
19h00	Apéritif
19h45	Dîner

Mardi 30 août 2016

8h30	Accueil des participants
9h00	«Ai-je les pouvoirs de changer le monde ?» Patrick Viveret
9h45	«Abandonner ses croyances limitantes pour retrouver la confiance» François Le Doze
10h30 - 11h30	Discussions par tables & pause-café
11h30	«Le pouvoir de l'éthique sur les avoirs et la gouvernance de l'entreprise» Christophe Blanchard-Dignac
12h15 - 12h45	Questions & réponses avec les intervenants
12h45	«Et nous les jeunes ?» Gaëtan Seny
13h00	Conclusions par Bernard Coulie
13h30	Déjeuner champêtre



Rendez-vous en 2017
Jeudi et Vendredi
31 août & 1^{er} septembre

Editeur responsable
Stanislas van Wassenhove

ASBL Trans-mutation
Avenue de la Tenderie 64 – 1170 Bruxelles
TVA BE69 0688 9025 1778

www.trans-mutation.eu

